

Politiques publiques low-cost contre dignité humaine

Le projet de loi de finances pour 2025 du gouvernement Barnier s'attaque frontalement au budget des collectivités locales et opère la plus grande saignée des services publics de proximité. La situation budgétaire actuelle n'est pas de la responsabilité des communes mais bien des gouvernements successifs d'Emmanuel Macron qui ont privilégié les cadeaux fiscaux au profit des grandes entreprises et des ménages les plus aisés.

Cette décision met en danger les finances locales. A contresens des réalités, c'est la solidarité qui se retrouve sacrifiée sur l'autel de la rigueur budgétaire. Nous sommes face à une crise sociale qui touche désormais toutes les catégories d'âge et de revenus. Les communes, acteurs de proximité, se retrouvent donc confrontées à des réalités complexes. Elles doivent non seulement faire face à l'augmentation des demandes d'aide sociale, mais aussi s'adapter à des populations de plus en plus vulnérables.

Laëtitia ALLYASBGRAN-QUINTARD, Mohamed BENBEDRA, Catherine BONNEAU, Sylvie LENOBLE, Cédric ROSMORDUC, Michel SOULAS.

agauchestoute@gmail.com

Décembre 2024

